



F S U
AUVERGNE

Déclaration de la FSU au CTPA du 11 décembre 2007

Ce CTPA se déroule au cœur d'une période marquée par un "réveil social" multiforme. Pas un secteur : mal logés, marins pêcheurs, magistrats, internes de médecine, RATP, SNCF, EDF GDF, étudiants et lycéens et demain les acteurs des lycées professionnels ... n'est épargné.

La tempête des réformes sème incompréhension, doute et inquiétude ! L'avenir tracé par M, Sarkozy se décline avec plus d'inégalités, de paupérisation, d'abandon des droits de l'Homme au profit d'un droit aux profits financiers qui s'érige en dogme !

Nous n'avons pas là même conception du dialogue social et nous nous interrogeons sur le respect du rôle de ce CTPA.

Les personnels de la fonction publique en général et l'Education Nationale en particulier n'acceptent pas cette politique économique et sociale. Aujourd'hui le gouvernement a choisi de vider les caisses en faveur des plus favorisés.

Aujourd'hui les personnels ne veulent pas subir "le travailler plus pour gagner plus" ! Cela va contre la qualité de leur travail, cela va contre l'intérêt de leurs élèves, cela va contre les recrutements, cela va contre les garanties de leurs statuts.

La FSU présente dans les mouvements sociaux de cette rentrée dénonce :

- L'absence de traitement des problèmes sociaux de notre pays
- La casse des services publics, dont notre école, par la suppression de plus de 22000 emplois. (11200 dans l'éducation)
- La brutalité policière comme réponse à l'inquiétude grandissante des jeunes sur leur avenir.

La FSU 1^{ère} fédération syndicale de l'Education Nationale a construit avec les personnels les revendications suivantes :

- Le maintien des exigences culturelles et disciplinaires indispensables à la réussite de tous les jeunes au sein du service public d'éducation. Cela passe par le maintien, entre autres des enseignements et horaires obligatoires.
- Une réelle reconnaissance de tous les personnels de l'éducation.
- Le retrait de la gestion au "mérite" qui méconnaît totalement les ressorts du nécessaire travail en équipe, basés sur la confiance, le respect et l'équité.
- Une véritable négociation sur les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat qui tiennent compte des 20 années passées de "spoliation" des personnels.

La FSU aujourd'hui intervient plus particulièrement en écho à l'actualité :

- Pour s'opposer en lycée professionnel et agricole à l'extension des bac pro en 3 ans et à la suppression des BEP. C'est pourquoi ses syndicats des Lp, le SNUEP et le SNEP appellent à la grève le 18 décembre.
- Pour s'opposer à la réduction de l'offre de formation par la remise en cause de certaines voies, sections, options ou de dispositif de redoublement.
- Pour renforcer le niveau d'exigence des contenus d'apprentissages pour tous les élèves. Nous serons particulièrement vigilants sur les conditions de mise en place, attentifs aux conclusions de l'expérimentation sur les livrets de compétences et au bilan de l'accompagnement éducatif en collège.
- Dans le second degré, dans le prolongement de l'abrogation du décret de Robien, pour faire respecter les engagements ministériels relatifs à la reconnaissance des heures de coordination disciplinaire et heures de laboratoire, de chorale au droit du forfait AS de 3 heures indivisibles dans le service hebdomadaire de tous les enseignants d'EPS.

La FSU prendra toute sa place dans une campagne d'opinion et un mouvement revendicatif en faveur de la défense et la promotion du service public d'éducation.